

## Quelques réflexions préalables :

quel développement pour quelle société ?

-Le développement n'est pas un problème de nature technique, mais sociopolitique. Il implique des choix économiques et sociaux : les dépenses de santé et d'éducation sont elles aussi productives car elles améliorent la capacité des hommes à produire.

-Le développement passe par la maîtrise de la croissance démographique. Cet objectif doit être combiné avec d'autres mesures : éducation, interdiction du travail des enfants, lutte contre le chômage. Le développement lui-même conduit à une réduction de la natalité.

-Le rôle de l'État est déterminant, même si les tenants du libéralisme veulent limiter son action. Plusieurs pays en Asie se sont développés grâce à une intervention efficace de l'État pour la mise en place des infrastructures de base (ports, routes, communications, énergie) et pour le soutien aux entreprises.

- La démocratie est une condition et un élément constitutif du développement; les populations ne participent aux efforts exigés pour se développer que si elles bénéficient d'un minimum de justice sociale. Il faut pour cela un État efficace qui respecte le droit et lutte contre la corruption.

-L'agriculture reste fondamentale pour le développement car 70% des individus les plus pauvres en dépendent. Mais la modernisation par les investissements lourds dans l'irrigation, la motorisation et les produits chimiques peut faire tomber dans la dépendance des grandes firmes agroalimentaires et gonfler le chômage rural. Le progrès technique doit donc s'inscrire dans une politique garantissant aux plus pauvres l'accès à la terre et les aidant à améliorer leur très faible productivité.

-Faire de l'industrialisation le moteur du développement pose aussi d'importants défis, comme la formation et la qualification de la main-d'œuvre. Certains pays comme l'Algérie ont ainsi développé une industrie lourde exigeant beaucoup de capitaux mais peu de main-d'œuvre. Cela pose dans tous les cas des problèmes sociaux.

-La fuite des capitaux et des cerveaux est un handicap majeur. En Afrique, entre 1991 et 2004, la fuite des capitaux a représenté chaque année en moyenne une perte de 13 milliards de dollars. En 2004, 15% des diplômés du supérieur des PMA sont partis en quête de meilleures conditions de vie et de travail.

-Les pays du Sud occupent une place modeste dans le commerce mondial, mais ils en sont pourtant très dépendants. L'instabilité des prix et la rémunération parfois faible des produits exportés sont de lourds handicaps tout comme la concurrence des pays du Nord qui pratiquent subventions et protections douanières.

-La situation financière des pays du Sud est préoccupante: ils subissent la volatilité et le choix très sélectif des investissements étrangers. Certains, très endettés, ont dû se plier aux exigences du FMI et s'endettent désormais auprès de la Chine et des pays pétroliers.

-Certains pays du Sud sont cependant parvenus à diversifier leurs industries et leurs exportations. Ils retrouvent une convergence d'intérêts pour parfois s'opposer aux pays du Nord comme à l'OMC au sujet de la libéralisation des échanges agricoles.

## **I. Les Suds, des différences de développement à différentes échelles**

### a. Réussites et échecs du développement à l'échelle mondiale

-Les disparités spatiales de développement entre les États du Sud restent fortes. Les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine se développent plus vite que les pays d'Asie du Sud et d'Afrique. Le continent africain illustre cette diversité des situations et des trajectoires de développement. Les pays nord-africains du Maroc à l'Égypte et l'Afrique du Sud ont des indices de développement très supérieurs à ceux des pays de l'Afrique subsaharienne.

-La présence de richesses naturelles comme les hydrocarbures n'est pas un gage de revenus élevés et de développement harmonieux. Ainsi le Nigeria, pays pétrolier, avait en 2006 un RNB\*/hab. 10 fois inférieur à celui de l'Afrique du Sud : 1241 dollars contre 12 760 dollars et un IDH de 0,448 contre 0,653 pour l'Afrique du Sud.

\*comprend l'ensemble des valeurs ajoutées produites sur le territoire d'un pays auquel s'ajoutent les revenus des citoyens de ce pays, résidant à l'étranger.

### b - Des inégalités spatiales régionales très marquées à l'échelle des États

-Les écarts de revenus et de développement entre les régions d'un État du Sud sont toujours élevés. Ainsi, en Inde, la pauvreté touche plus les États ruraux du Nord comme l'Uttar Pradesh et le Bihar. Le taux de mortalité infantile dépasse 100 ‰ et le nombre d'enfants par femmes est de 3,5. À l'inverse, les États du Sud comme le Kerala ou le Tamil Nadu ont des indicateurs de développement bien meilleurs. Au Kerala, le taux de fécondité est de 2 et l'espérance de vie atteint 73 ans, soit 13 ans de plus que la moyenne nationale et la scolarisation en primaire approche les 100 %. Les mêmes grands types d'inégalités spatiales se retrouvent en Chine et dans les autres pays du Sud.

-Le niveau de développement est plus élevé dans les régions urbaines qui sont les espaces où se concentrent les industries et les services, espaces les mieux reliés au reste du monde, d'où un dynamisme encore plus fort pour les régions urbaines littorales (littoraux chinois, régions de Rio de Janeiro...).

-Les indicateurs de mal-développement sont plus nombreux dans les zones rurales : mortalité infantile plus forte, niveau de scolarisation plus faible... L'exode rural traduit cette pauvreté et cette absence d'espoir.

-Il y a aussi des inégalités liées à l'appartenance à tel ou tel groupe ethnique. En Amérique latine, les Hispaniques ont des revenus et des niveaux de développement supérieurs à ceux des ethnies indigènes.

### c. Des disparités spatiales et des sociétés inégalitaires à l'échelle locale

-L'urbanisme des grandes métropoles du Sud est marqué par de fortes ségrégations socio-spatiales séparant les quartiers riches des zones d'habitat informel appelées bidonvilles ou encore slums ou bustees en Inde, favelas au Brésil, barracas au Venezuela.

Le centre (Central Business District) présente un urbanisme vertical de hauts immeubles de bureaux et de résidences de standing semblable à celui des villes européennes ou américaines. Il peut parfois côtoyer un noyau ancien comme dans les villes musulmanes et dans certaines villes indiennes et latino-américaines. Autour du centre s'étendent les quartiers périphériques souvent très pauvres.

- Ce dualisme urbanistique correspond à de violents contrastes sociaux. Au centre de la ville, il y a une société développée intégrée à l'économie mondiale et jouissant souvent du même niveau de développement. Ailleurs, dans les bidonvilles, résident des populations plus ou moins intégrées au système économique et connaissant des conditions de vie très difficiles. 85% des habitants des villes africaines ne disposent pas d'un système moderne d'eau potable.

## **II. Des politiques de développement variées aux résultats inégaux**

a. Jusqu'aux années 80, deux voies principales

- De 1945 aux années 1980, deux voies principales de développement ont été tentées dans le Monde, afin de sortir du sous-développement :

.une voie « autocentrée », fondée sur la mise en valeur des richesses du pays (agricole, minière, etc.), à l'abri du marché mondial. Il s'agissait de mettre sur pied en priorité une industrie lourde; cette solution a été mise en œuvre dans le cadre d'un système socialiste, comme en Chine, en Algérie, mais aussi dans des pays d'économie libérale comme le Brésil ou l'Argentine qui s'essayèrent à substituer les productions d'une industrie nationale aux importations. L'Inde a aussi choisi pendant longtemps une politique de construction autonome d'une industrie de base, mais avec plus de succès que les « industries industrialisantes\* » de l'Algérie qui avait donné la priorité à des industries lourdes automatisées alors même que le tiers de la population était sans emploi.

.une voie donnant la priorité aux exportations destinées à investir le marché des pays riches : exportations d'abord de produits à faible valeur ajoutée (textile), puis, par remontée de filière, de biens de plus en plus élaborés, le tout se fondant sur le bas coût de la main-d'œuvre. Les NPI, la Tunisie, la Thaïlande, Maurice ont notamment utilisé ce modèle.

.il faut ajouter enfin l'effet - mesuré - des aides au développement concédées par les États, les organisations internationales ou les ONG.

\* stratégie de développement visant à promouvoir des industries de base, lourdes, susceptibles d'entraîner le reste de l'économie.

b. Une inspiration aujourd'hui libérale

-Depuis la fin de l'URSS et les progrès récents de la mondialisation, les politiques de développement sont systématiquement d'inspiration libérale, avec une part de l'État variant selon l'histoire et la nature du régime: toutes sont des politiques extraverties destinées au marché mondial, à l'instar de la Chine devenue l'usine du Monde, mais aussi de l'Inde, du Brésil, de la Turquie ou de la Corée du Sud.

-Si ces politiques, dans les pays en question, sont à l'origine d'un véritable développement économique avec un rapide enrichissement d'une part croissante de la population, on ne peut en dire autant de toutes les « politiques d'ajustement structurel » adoptées sous la pression de la Banque mondiale et du FMI, désireux d'assainir les finances de pays trop endettés et engagés dans des politiques économiques impuissantes.

En effet, ces plans d'austérité économique n'ont pas eu partout d'effet de décollage économique (cas de la majeure partie des États africains); en revanche, partout le coût social a été élevé, avec le gel des salaires des fonctionnaires, la dévaluation de monnaies surévaluées (Brésil, Argentine...), le démantèlement de services publics (éducation, santé, poste...) et d'entreprises de transport, l'appauvrissement d'une partie des classes moyennes, etc.

Programme d'inspiration néo-libérale de réformes économiques promues par le FMI et la Banque mondiale afin de permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique : davantage de liberté pour les acteurs économiques, lutte contre la corruption, les effectifs souvent pléthoriques de la fonction publique, etc. Ces politiques ont eu des effets très controversés.

### c. La contestation actuelle du modèle libéral

-Au cours des années 1990, de nombreux pays latino-américains ont connu une décennie économique difficile. Les conséquences économiques et sociales des plans d'ajustement imposés par le FMI (consensus de Washington) ont été désastreuses : faillite des entreprises nationales et destruction de pans entiers de l'économie, recul de l'agriculture vivrière, de l'artisanat et du petit commerce, hausse des prix et du chômage et appauvrissement des classes moyennes et populaires.

-Depuis le début des années 2000 certains pays comme le Venezuela ou la Bolivie multiplient les mesures opposées au modèle libéral : nationalisation de certaines ressources comme les minerais et les hydrocarbures, programmes étatiques de santé et d'alphabétisation, augmentation des salaires de base, réformes agraires. De plus, ces États prennent leur distance vis-à-vis des États-Unis et prônent une intégration régionale latino-américaine.

-La diversité géographique sociale et économique des pays du Sud est telle qu'il n'existe pas de voie unique du développement. Le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 et les forums sociaux qui se sont tenus à Porto Alegre, Mumbai et Nairobi depuis 2000 ont rappelé que le développement du Sud passe par des mesures qui touchent l'ensemble de la planète et non seulement le Sud. C'est le sens des objectifs du Millénaire, fixés en 2000 par l'ONU et à atteindre d'ici 2015.

## **III. Un Sud de plus en plus hétérogène**

### a. La grande diversité des pays émergents

-De nombreux États du Sud sont considérés comme des pays émergents car ils connaissent une forte croissance économique et une augmentation de leur niveau de richesse par habitant. La diversité de leurs moyens et de leurs logiques de développement permet de les classer en trois groupes : les pays-ateliers, les pays pétroliers et les autres.

-Les pays-ateliers sont situés près des trois pôles de La Triade : Mexique pour les États-Unis, pays d'Afrique du Nord et Turquie pour l'Union européenne, pays de l'Asie du Sud-Est pour le Japon. Ces pays accueillent les entreprises du Nord, dans le cadre de la division internationale du travail, et sont profondément intégrés à l'économie mondiale avec parfois des accords particuliers comme l'ALENA.

-Les États pétroliers tirant la majorité de leur richesse des hydrocarbures sont situés au Moyen-Orient et en Asie centrale. Les profits tirés de la rente pétrolière ont favorisé le développement économique et la croissance urbaine, mais certains pays affichent un classement de l'IDH bien inférieur à leur classement en termes de revenus, indiquant ainsi une mauvaise répartition des richesses nationales.

-Les autres États présentent une grande diversité de situations. Certains pays occupent une place à part dans la mesure où ils jouent un rôle économique régional non négligeable : en Amérique latine pour le Brésil, le Venezuela ou le Chili, en Afrique pour l'Afrique du Sud et en Asie pour le Pakistan ou la Malaisie.

#### b. Deux géants : la Chine et l'Inde

-La Chine et l'Inde sont aujourd'hui des marchés prometteurs et des concurrents dangereux pour les pays développés. Par leur taux de croissance économique, leur poids démographique et leur insertion dans l'économie mondiale, ces deux pays occupent une place à part parmi les pays émergents. De plus, ils disposent chacun d'une diaspora (20 millions de personnes pour l'Inde et 33 millions pour la Chine) qui renforce leur rôle dans le monde. Les diasporas sont source d'investissements, de transferts de technologie, voire d'influences politiques sur la scène mondiale.

-La Chine est depuis 2007 la troisième puissance économique du monde. Son adhésion à l'OMC a dopé sa production industrielle intérieure qui croît annuellement de plus de 10 %. Son IDH, au 81. rang mondial en 2005, progresse mais masque de profondes inégalités sociales et spatiales. De plus la démocratie y est toujours absente.

-L'Union indienne, la plus grande démocratie du monde par le nombre d'habitants, se classe aujourd'hui au dixième rang des puissances économiques. Sa croissance repose sur le développement des services et des hautes technologies. Le pays est devenu le leader mondial des services informatiques et de nombreuses entreprises du Nord délocalisent leurs services de gestion dans les villes de Bangalore ou de Mumbai. Mais le reste du pays est encore majoritairement rural et 25 o/o de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté.

#### c. Les pays les moins avancés

-Les pays les moins avancés sont les plus pauvres du monde. Au nombre d'une cinquantaine, ils se situent principalement en Afrique subsaharienne. Ils se caractérisent par des revenus par habitant faibles, des indices de développement souvent inférieurs à 0,500 et une forte croissance démographique.

L'instabilité politique, les guerres civiles et la corruption désorganisent l'économie et décourage les investissements étrangers. Ces pays sont aussi fortement endettés.

Conclusion :